

Mouvement Stop-Linky

Communiqué du 21 mai 2017

Bonjour,

j'ai diffusé hier et aujourd'hui ce communiqué, aucun "grand" média n'a souhaité en faire état. J'invite les collectifs à utiliser ce communiqué, à le compléter éventuellement avec un lien vers d'autres actions (j'en ai cité 4 trouvées sur le web), et à l'envoyer à :

societe@afp.com

et éventuellement à d'autres médias.

Stéphane Lhomme



Des dizaines de manifestations citoyennes contre les compteurs Linky, Gazpar et cie ont eu lieu ce week-end dans toute la France

Un an et demi après le lancement du programme Linky par Enedis et quelques semaines après le [rassemblement national devant Radio-France](#), des [Journées nationales d'action Stop-Linky](#) ont eu lieu les 19 et 20 mai un peu partout en France.

Des actions ont eu lieu par exemple à **Niort** (cf [reportage France3](#)), à **Cahors** (cf [article La Dépêche](#)), à **Toulon** (cf [article Var-Matin](#)), ou à **Rennes** (cf [reportage France bleu](#)), etc.

Les manifestants demandent le respect du droit de refus pour les communes (à ce jour, [plus 360 municipalités ont voté des délibérations](#) contre les compteurs communicants) et, lorsque la commune ne s'engage pas, le respect du droit de refus pour les particuliers.

Ils dénoncent aussi [les intimidations et les violences commises par les sous-traitants d'Enedis](#) qui utilisent les moyens les plus injustifiables pour imposer ces compteurs aux citoyens de plus en plus nombreux qui n'en veulent pas. Une pétition contre ces méthodes a déjà recueilli plus de [21 000 signatures](#).

Les communes et les particuliers sont de plus en plus nombreux à refuser les compteurs communicants pour plusieurs raisons : **grave faute environnementale et financière** (les compteurs actuels peuvent encore durer des décennies), **factures en augmentation brutale, nombreux problèmes techniques** (installations qui disjonctent continuellement, appareils qui dysfonctionnent, etc), **mise en cause des libertés publiques** (captation d'innombrables informations sur la vie des usagers), **mise en cause de la santé publique** (émissions de diverses ondes électromagnétiques), etc.